ANTIDOTE *hebdo*

CGT Finances Publiques 44

DRFiP 44
DSFiPE - TAF
DIRCOFI Ouest
DRESG

N° 293 / 02 mai 2017

TRÊVE ÉLECTORALE ?

Après un coup d'accélérateur en ce début d'année sur la destruction de nos droits et garanties chèrement acquis par les luttes, la frénésie destructrice de la DGFIP devrait marquer une pause en ces temps d'élections. Profitons-en pour faire le tour des sujets en instance et préparons nos futures mobilisations, car cela devrait repartir fort dès fin juin. Ne nous leurrons pas, notre administration risque à coup sûr de faire partie de la variable d'ajustement du prochain gouvernement : emplois, missions, réseau, tout doit disparaître. Et la **Justice Fiscale**, c'est pour quand ?

PAUVRE LIVRET « A »

Le syndicat CGT de la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) vient de publier sur son site (voir lien internet ci-dessous) un intéressant point de vue sur le livret A , emblématique moyen d'épargne populaire.

Lecture éminemment conseillée à qui s'intéresse à l'épargne populaire, et dont le titre du livret donne le ton : *« Livret A, chéri par le peuple, honni par les banques, incompris et maltraité par les gouvernants »*.

Dans une époque qui voudrait faire de tous les français des propriétaires, entrepreneurs et investisseurs boursicoteurs, l'article jette un éclairage pertinent sur les *« tripatouillages »* opérés avec l'épargne chèrement acquise des citoyens les plus fragiles.

https://www.cgtcdc.fr/index.php/140-articles/articles-2017/627-pauvre-livret-a

GOOGLE DISCRIMINE

Le ministère américain du Travail a porté plainte contre Google pour des inégalités salariales entre les hommes et les femmes au sein de l'entreprise. On lit dans la plainte : « *Nous avons trouvé des disparités de rémunérations systémiques contre les femmes sur l'ensemble de la main-d'œuvre* ».

Selon les déclarations de l'avocat du ministère : « *L'analyse du gouvernement indique déjà une discrimination assez extrême contre les femmes chez Google, même pour l'industrie.* Un exemple de plus allant à l'encontre du supposé progressisme des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) !

LE DROIT DE DIRE NON

L'expérimentation de la dématérialisation des bulletins de paye est lancée au ministère de l'Économie et des Finances. Pour la DGFIP, cela débutera au 3e trimestre. Cette dématérialisation concernera à terme tous les agent.es de l'État. Le bulletin de paye dématérialisé sera disponible sur un espace en ligne personnel. Dans la première phase, les bulletins de paye sous forme papier seront toujours distribués.

La communication institutionnelle oublie juste de préciser que chaque agent a le droit de refuser ce passage présenté comme « naturel » et automatique (comme les suppressions d'emplois !). Alors, si nous disions non ?

PPCR, LA CGT L'AVAIT BIEN DIT

Un premier bilan en CTR montre :

- un niveau d'intégration des primes dans le traitement indiciaire indigne (entraînant en l'absence de mesures de revalorisation une perte de pouvoir d'achat) ;
- des carrières ralenties et entravées (pour ne pas dire bloquées), comme nous le démontrent les promotions ministérielles exceptionnellement faibles pour 2017 ;
- une évaluation soumise à l'arbitraire.

Nous continuerons à défendre concrètement nos parcours professionnels, nos carrières et nos rémunérations, c'est pourquoi la CGT revendique :

- une augmentation du point d'indice et des revalorisations de grilles correspondant à des gains réels de pouvoir d'achat, pour toutes les catégories d'agent.e ;
- une augmentation des taux de promotions permettant de dérouler des carrières linéaires, sans blocage, dans chacun des corps ;
- une information complète et précise à tou.tes les agent.es des éléments affectant leur rémunération

Permanence (Cambronne) le lundi après-midi ☎ 02 51 12 87 08 – Courriel : cgt.drfip44@dgfip.finances.gouv.fr
site internet accessible par Ulysse 44 ou directement par : http://www.financespubliques.cgt.fr/44/